

**IN MEMORIAM : LES UNIVERSITÉS ET LA CUEILLETTE DES DONNÉES, 1988-92**

## **Un panégyrique de Lars Osberg, professeur de sciences économiques à l'Université Dalhousie**

**Lars Osberg**

**Ce texte donne suite à l'article de Paul Bernard paru dans le dernier numéro du Bulletin de l'ACSALF «Un projet conjoint avec Statistiques Canada — L'enquête longitudinale sur les ménages canadiens : travail, revenu et vie familiale».**

**E**n mars dernier, on m'a demandé de participer à une session spéciale du colloque de Charlottown de l'Association canadienne d'économie portant sur l'Enquête longitudinale auprès des ménages canadiens. Comme quatre ans d'effort avaient été consacrés à ce projet, avec l'encouragement et l'implication active du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSHC), il semblait probable que la décision finale du Conseil, en mai, serait favorable ; la session spéciale devait donc être une sorte de lancement, visant à sensibiliser un plus grand nombre encore d'économistes à ce projet et à stimuler leur participation dans ce genre de recherche empirique au Canada.

Une semaine avant cette réunion de Charlottown, cependant, le CRSHC décidait de ne pas financer le projet. La session spéciale s'est transformée, contre toute attente, en veillée mortuaire. Un peu comme pour la mort subite d'un adolescent prometteur, on exprima aux parents endeuillés sympathies et espoirs d'une résurrection future. Des promesses d'une performance quasi-équivalente par un proche cousin (l'enquête sur la dynamique du travail et des revenus de Statistiques Canada) furent énoncées, mais personne n'y croyait vraiment. Tout bien considéré, c'était assez lugubre.

Ceci dit, les conséquences de la mort de l'Enquête longitudinale auprès de ménages canadiens vont bien au-delà de leur impact sur les carrières des universitaires directement impliqués dans le projet. Le texte du projet compte 144 pages, et il énumère un grand nombre de sujets de recherche dans les champs de la dynamique des revenus et du bien-être, du travail et de la rémunération, de la situation et des stratégies des familles, du logement, de la santé,

de la qualité de la vie, etc. Le projet lui-même est une mine d'idées de recherche de même qu'un fascinant relevé interdisciplinaire de la littérature dans les champs de l'économie, de la sociologie et de la démographie. Il démontre, sans l'ombre d'un doute, l'utilité que peut avoir la recherche en sciences sociales en général et la cueillette de données longitudinales auprès des ménages en particulier. Il est donc clair que la décision de ne pas financer ce projet nous privera de nombre de recherches socialement pertinentes ; mais comme en plus ce projet a joui d'une forte visibilité dans le milieu universitaire, il est important d'analyser les implications plus larges de cette décision sur l'ensemble de la communauté universitaire canadienne.

On presse souvent les universitaires :

- a) de faire de la recherche en équipes,
- b) d'être inter-disciplinaires,
- c) de sortir de leur tour d'ivoire et d'interagir avec les chercheurs et les décideurs dans les secteurs public et privé,
- d) de consacrer leurs efforts aux problèmes de la société canadienne,
- e) en particulier les problèmes pratiques,
- f) et enfin de faire des suggestions relatives aux problèmes d'intérêt public.

L'équipe de Bernard, Beach et autres a fait précisément cela : ils ont consacré beaucoup de temps durant quatre années (encouragés par le CRSHC) à développer un projet qui satisfaisait à tous les critères universitaires de qualité, et qui de fait a été évalué avec succès par les pairs. Mais ils ne tireront absolument rien du tout de cet effort. Les chercheurs, comme un peu tout le monde, se tournent souvent vers leurs collègues pour apprendre, à partir de leurs succès et de leurs échecs, quelles stratégies de carrière sont en fait gagnantes. On trouve en abondance des économistes univer-

sitaires qui, au cours des quatre dernières années, ont travaillé tout seuls sur des problèmes ésothériques de théorie économique, sans grand impact sur la société canadienne ou sur toute autre et qui ont reçu louanges et fonds de recherche en contrepartie de leurs efforts. On peut s'attendre à ce que le contraste entre le succès et le triste sort de ce projet convainque plusieurs économistes universitaires, particulièrement chez ceux qui commencent leur carrière, que le chemin du succès n'est pas celui qu'avaient choisi Bernard, Beach et leur équipe.

Je n'avais personnellement aucun lien direct avec le projet d'Enquête longitudinale auprès des ménages canadiens. J'ai toujours admiré la générosité d'esprit de ses auteurs, qui ont consacré tant d'énergie à créer une base de données que tous les autres pourraient également utiliser ; en fait, je me proposais d'être l'un des tout premiers à profiter de leur travail une fois que les données seraient disponibles. Bernard, Beach et les autres se proposaient de produire ce que les économistes appellent un "bien public". La théorie économique nous enseigne que ce type de bien est systématiquement produit en quantité insuffisante, précisément parce que la stratégie rationnelle pour les individus consiste à espérer que d'autres absorberont les coûts de la production du bien public. Sans une forme d'encouragement concret à la production de ce bien public que sont les données de haute qualité, la "défaillance du marché" est le résultat le plus probable. Sans données intéressantes, la recherche se dirige inévitablement vers le genre de travaux qui peuvent être accomplis sans données canadiennes.

Dans la discipline sociologique, il existe une longue tradition de cueillette de données de première main. Peut-être parce que les sociologues qui le font ont pu s'assurer des ressources importantes, la préparation de bases de données originales et de haute qualité constitue une activité respectées au sein de la sociologie ; les compilateurs de données importantes se méritent l'attention de leurs collègues et un grand prestige. En sciences économiques, cependant, la tradition est toute différente. Je dois admettre

que j'ai toujours pensé que Charles Beach, James Davies et Roberta Robb nageaient à contre courant au plan professionnel, et je les admirais de le faire.

En 1988, Morgan a analysé le contenu empirique relatif des principales revues scientifiques en sciences économiques, en les comparant aux revues de sciences politiques, de sociologie, de chimie et de physique (T> Morgan, "Theory Versus Empiricism in Academic Economics: Update and Comparisons", The Journal of Economic Perspectives, 2,4, Fall 1988, 159-164). Les sciences économiques occupent une position très particulière par rapport aux sciences naturelles aussi bien qu'aux sciences humaines : une majorité des articles dans les grandes revues y sont totalement dépourvus de contenu empirique. Il n'y a absolument aucun article de cette nature en chimie, et seulement 12% en physique, 22% en sociologie et 42% en sciences politiques. Dans leur très grande majorité, les articles empiriques de sciences économiques n'utilisent que des données secondaires, surtout celles que préparent les agences statistiques gouvernementales — seulement 2% des articles publiés dans Economic Journal et 5% de ceux d'American Economic Review de 1982 à 1986 utilisaient des données recueillies par les auteurs des articles eux-mêmes.

Même si je n'ai pas de statistiques semblables à ce propos, je suis sûr que la re-

cherche inter-disciplinaires en sciences économiques est aussi rare que la recherche reposant sur des données primaires. Personnellement, j'ai fait partie de groupes de recherche inter-disciplinaires, j'ai recueilli des données primaires et je continue à le faire ; il est donc évident que cet isolement de bien des économistes universitaires à la fois par rapport à l'expertise de leurs collègues dans les autres disciplines et par rapport à la mesure directe des phénomènes économiques me semble extrêmement regrettables.

Selon moi, nous devrions comprendre, à partir de l'expérience en sciences naturelles, que la mesure précise est un aspect crucial de la mise à l'épreuve des hypothèses. Ce n'est pas de la "science" que de récupérer d'un collègue de bureau une plate généralisation de seconde main, d'en faire une "espèce de fait", de la broyer sous les calculs mathématiques et d'affubler le résultat de l'étiquette de "théorie". On peut cependant facilement comprendre que cela constitue le gros de la production standard en sciences économiques.

La société canadienne s'appauvrit du fait que d'importantes questions de politiques publiques ne bénéficieront pas des données et des analyses qu'aurait produites l'Enquête longitudinale auprès des ménages canadiens. Ceci dit, je crois que le coût principale du rejet du projet, c'est

l'élargissement probable du gouffre entre les universitaires et les acteurs des secteurs public et privé. Les universitaires en retiendront probablement la leçon qu'il ne sert à rien de consacrer des années d'effort au développement d'un programme de recherche empirique, inter-disciplinaires et pertinent socialement. La stratégie individuelle rationnelle pour un jeune chercheur est de "suivre la tendance établie" et de mettre l'accent sur le développement de modèles théoriques de haute technologie, qui peuvent être publiés rapidement dans les revues internationales de sciences économiques. Les chercheurs du secteur public vont continuer à dénoncer la non-pertinence d'une grande part de la recherche universitaire et à sous-estimer gravement les conséquences des restrictions de coûts et de confidentialité qui affligent l'accès aux données de Statistique Canada, y compris la nouvelle Enquête sur la dynamique du travail et des revenus. À cause des données qu'il devait produire lui-même, à cause des ponts qu'il construisait entre le monde universitaire et le secteur public, et à cause de l'important exemple de recherche empirique inter-disciplinaire qu'il fournissait, le projet d'Enquête longitudinale auprès de ménages canadiens était important pour les sciences sociales au Canada. La décision de ne pas le financer est extrêmement regrettable. ■

**Lors de sa  
prochaine parution,  
LE BULLETIN DE L'ACSALF  
publiera des textes sur**

**Le  
dossier  
constitutionnel**

LES ANTHROPOLOGUES ET LES SOCIOLOGUES INTÉRESSÉS PAR CE SUJET SONT PRIÉS DE NOUS FAIRE PARVENIR UN TEXTE D'ENVIRON 4 PAGES (SUR DISQUETTE ET SUR PAPIER) À L'ADRESSE SUIVANTE : BULLETIN DE L'ACSALF, SECRÉTARIAT DE L'ACSALF, DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, C.P. 6128, SUCC. "A" MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3C 3J7